Conflit ouvrier

Le vice-président adjoint: La Chambre a entendu les termes de l'amendement. La Chambre consent-elle à adopter le dit amendement?

M. Benjamin: Madame le président, j'espérais que le ministre interviendrait maintenant en comité plénier pour nous dire ce qu'il pense de ce qui a été dit, au cours de la deuxième lecture et à l'étape du comité, sur ces trois ports et sur les dispositions de sécurité de l'emploi du rapport Gold.

Le rapport Gold est assez volumineux, mais j'imagine que les deux côtés de la Chambre acceptent bon gré mal gré la plupart de ses recommandations, à l'exception de la disposition relative à la sécurité de l'emploi, qui est la question la plus disputée dans ce conflit. Le ministre nous dirait-il pourquoi il ne peut accepter la même procédure que celle qui a été suivie dans le règlement de la grève de Vancouver. Un arbitre avait été nommé et sa décision liait les deux parties en cause. Certains peuvent invoquer des arguments contre cette méthode; mais, au moins, nous ne serions pas occupés en ce moment à légiférer sur un contrat comportant autant de détails que le rapport Gold.

● (2010)

Si je ne m'abuse et si je comprends bien le rapport Gold, le projet de loi tend à renvoyer au travail tous les débardeurs de Trois-Rivières et à leur garantir 1200 heures de travail. En vertu de la convention précédente, on leur garantissait 1480 heures de travail. Malgré les propositions salariales que comporte la mesure à l'étude, les intéressés ne gagneront rien de plus qu'aux termes de l'ancienne convention, en fait ils y perdront peut-être. Si le rapport Gold stipule réellement que le surtemps effectué du lundi au vendredi sera déduit des 1200 heures de travail, les débardeurs y perdront. Le moins que nous puissions faire, en tant que législateurs, c'est de veiller à ce que les hommes qui retournent au travail aient une convention collective plus avantageuse que l'ancienne.

Je me demande ce que le ministre trouve à redire à ces amendements. Ils ne font que reprendre ce qui a déjà été fait, à savoir qu'ils laissent à un arbitre le soin d'étudier les recommandations de M. Gold en matière de sécurité d'emploi. C'est tout ce que nous essayons de discuter. Pour ma part, les 60 ou 70 autres pages du rapport Gold peuvent rester ainsi, peut-être avec de légères modifications. Un arbitre essaiera certainement de concilier les exigences et il présentera une solution plus acceptable en matière de sécurité d'emploi.

Si nous voulons absolument forcer les débardeurs de Trois-Rivières à reprendre le travail en adoptant une loi qui leur garantit 1,200 heures au lieu de 1,480 et qui garantit 1,400 heures au lieu de 1,480, à d'autres débardeurs les intéressés pourraient y perdre, même en tenant compte de l'augmentation de salaire, si les heures supplémentaires sont comptées à leur désavantage. D'après un autre syndicaliste, l'offre salariale n'est pas mauvaise, mais ce qu'on gagne de ce côté, on le perd, et on perd même le double, à cause du nombre d'heures garanti dans les dispositions relatives à la sécurité d'emploi. Je ne pense pas du tout que les travailleurs acceptent cela sans rien dire. Pourquoi le ministre n'admet-il pas que ce bill peut et doit offrir les mêmes avantages que la loi appliquée aux débardeurs de Vancouver?

M. Munro (Hamilton-Est): Madame le président, je répondrai d'abord au député de Winnipeg-Nord-Centre pour ensuite passer aux questions posées par le député de Regina-Lake Centre.

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

Au sujet des précédents dont nous parlons ici, disons que, lorsque nous avons adopté la loi touchant les débardeurs de la côte ouest, il n'y avait eu aucun commissaire nommé. Aucun président de commission n'avait été nommé. Dans ce cas, les parties avaient demandé qu'il n'y ait ni commissaire ni président de commission. Elles avaient tenu à négocier elles-mêmes. Elles ne réussirent toutefois pas à le faire. Il n'y avait pas de rapport sur lequel étayer une loi de retour au travail. C'est pourquoi nous nous sommes contentés de prolonger l'application de la convention collective et de nommer un arbitre.

Dans le cas présent, nous avons un rapport établi par un commissaire. Celui-ci a fait des recommandations fermes exprimées dans un langage contractuel. La situation est semblable à celle qui s'est présentée dans le cas de la grève des manutentionnaires de céréales sur la côte ouest. Dans ce cas-là, M. Perry fut l'unique commissaire. Il mit au point sous forme de recommandations toutes les dispositions de la convention collective, exprimées en langage contractuel, le Parlement donna force de loi à l'ensemble de ses recommandations et celles-ci constitueront la convention collective. Dans le cas qui nous occupe, le rapport du commissaire a reçu l'appui des employés. Le Parlement a appuyé le gouvernement. Je crois que les députés du Nouveau parti démocratique ont appuyé le projet de loi ainsi que, comme je l'ai déjà affirmé, ce fut le cas pour le syndicat.

Nous nous trouvons maintenant dans une situation analogue. Nous disposons du rapport du commissaire, le Juge Alan Gold. Le syndicat et la haute direction sont fort impressionnés par ce rapport. Tous deux ont jugé qu'il a bien rempli son rôle de commissaire. Il a soumis un rapport complet. Toutes les recommandations qui s'y trouvent sont exprimées dans un langage contractuel. Cependant, cette fois-ci, les employeurs consentent aux recommandations du rapport, mais non pas les employés. Nous suivons le même cours, mais il s'agit du revers de la médaille si on s'en tient à la partie qui consent et à celle qui ne consent pas à la teneur du rapport. Voilà le précédent qui est créé.

J'en arrive maintenant à certains des points soulevés par le député de Regina-Lake Centre. Je lui signale que ce qu'on recommande dans cette mesure au sujet de la sécurité d'emploi, ce sont les résultats d'une étude sur la sécurité d'emploi, problème qui a entravé l'activité de ce port pendant des années. Cette étude a été effectuée par l'homme le plus compétent dans ce domaine, le juge Alan Gold. Sa compétence en matière de relations industrielles est incontestée. Non moins important, il a acquis son expérience dans le domaine des relations industrielles dans les ports du Saint-Laurent.

Il convient de rappeler qu'en 1968, comme je l'ai dit au début de mes remarques, et de nouveau en 1971, le juge Gold a été nommé président de la commission de conciliation qui a étudié les complexes et difficiles problèmes des débardeurs. C'est lui qui s'est occupé de cette question. Pour ce qui est de l'écart existant entre Trois-Rivières, Québec et Montréal, il avait confié une tâche spéciale au professeur Bellemare qui a également étudié la situation. Le fait est que l'activité n'est pas aussi intense à Trois-Rivières et à Québec qu'à Montréal.

Je signalerais au député de Regina-Lake-Centre que la sécurité d'emploi à Montréal est meilleure, avec une garantie de 1,600 heures contre 1,480. Sur les 2,200 débardeurs, 1,600 travaillent à Montréal. C'est pourquoi presque tous en bénéficient. Les recommandations se fondent sur l'avis le plus compétent qu'on puisse obtenir.